

## ATTENTES DÉÇUES EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### LE BUDGET 2023-2024 DU QUÉBEC SOUFFRE DU SYNDROME DU SAUPOUDRAGE.

Montréal, le 22 mars 2023 — Dans son budget 2023-2024, le gouvernement québécois relève de 5 % les dépenses en enseignement supérieur par rapport à l'an dernier. Est-ce assez pour espérer « un Québec engagé », comme le clame dans son discours le ministre des Finances, Eric Girard ? Si l'on se fie à la [lettre ouverte](#) publiée lundi par la Table des partenaires universitaires, c'est trop peu. Les appels à un soutien « inconditionnel, prévisible et non ciblé » du réseau se trouvent de nouveau déçus par ce plan, marqué par la réduction des impôts des particuliers.

Le gouvernement Legault affirme considérer l'éducation comme une priorité, et jusqu'à un certain point, on y croit. Quelque 717,4 M\$ additionnels appuieront le milieu collégial et universitaire dans les cinq années à venir, portant ce portefeuille à 10,5 G\$ pour 2023-2024. Certains investissements font plaisir à voir. La régularisation de la subvention couvrant les frais de subsistance, financée par 350,8 M\$ sur cinq ans, aidera 80 000 personnes à vivre durant leurs études. Et 50 M\$ de plus iront aux bourses d'excellence décernées par les Fonds de recherche du Québec.

Cependant, ces mesures paraissent timorées en regard du budget précédent, qui avait haussé les dépenses de 14,2 % en pleine pandémie. Elles sont certes très en deçà des besoins exprimés par le [Bureau de coopération interuniversitaire](#). « Le nouveau plan saupoudre des sommes modestes dans divers secteurs vitaux de l'enseignement supérieur », note Claude Fortin, présidente de la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU). « Mais il les investit surtout dans le développement socioéconomique et l'acquisition de compétences convoitées en emploi. Cette quête de profitabilité à court terme s'écarte de l'éducation humaniste prônée par nos membres. »

Examinons les 275,6 M\$ consentis pour améliorer la diplomation. L'essentiel va à la location de locaux (100 M\$) ou à l'accueil d'étudiants internationaux en français (70 M\$). Les éléments constitutifs de l'expérience universitaire, comme la formation en région et l'appui à la réussite, se contentent de respectivement 20 M\$ et 15,5 M\$.

Plusieurs enveloppes incitent les établissements d'enseignement à soutenir le Québec inc. plutôt que la recherche libre. L'objectif « valoriser la culture de l'innovation » reçoit ainsi 46 M\$, et les zones d'innovation dans des disciplines d'avenir, comme la quantique, 100 M\$. Parallèlement, les Fonds de recherche du Québec voient stagner leur budget. Saluons toutefois la création des CADRISQ, ces sites offrant aux scientifiques un meilleur accès aux données recueillies par le gouvernement en santé et en éducation.

Selon les prévisions officielles, les campus québécois devraient accueillir un effectif étudiant 9 % plus imposant en 2030 qu'en 2020. « Ce que ces gens retiendront de leur passage à l'université, c'est avant tout la qualité de l'accompagnement, formule Claude Fortin. Cela repose sur une vie intellectuelle vibrante, soutenue par un personnel adéquat. Cet idéal devrait transparaître dans le budget national. » — 30 —

### À PROPOS

Fondée en 1979, la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU) représente des membres à qualification élevée du réseau de l'enseignement supérieur. Elle soutient quelque 2800 personnes réparties en 11 syndicats et associations, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

### SOURCE

Claude Fortin, présidente de la FPPU | 819 649-1822 | [claudette.fortin@fppu.ca](mailto:claudette.fortin@fppu.ca)